

HERVÉ BERVILLE
Député I 2ème circonscription des Côtes-d'Armor
Porte-parole I La République En Marche

Le 16 novembre 2017,

COMMUNIQUE DE PRESSE

Lors de la séance des Questions au gouvernement du mercredi 15 novembre 2017, Hervé Berville est intervenu pour interpeller le ministre de l'Economie Bruno Le Maire sur l'urgence de lutter plus concrètement et plus efficacement contre la fraude fiscale, l'optimisation fiscale et l'évasion fiscale.

Monsieur le Président,

Mes chers collègues,

Ma question s'adresse au Premier ministre et je souhaiterais y associer ma collègue Emilie Carriou.

La publication des Paradise Papers a hélas confirmé aux Français ce qu'ils savaient déjà : la fraude et l'optimisation fiscales sont des phénomènes qui n'ont jamais cessé et qui au contraire se développent à un rythme exponentiel depuis des années.

Certes, des progrès récents ont été observés grâce à l'action des services de l'administration et à l'initiative de l'OCDE. Par exemple, le programme BEPS, qui lutte contre l'érosion des bases fiscales et la délocalisation des bénéficiaires, constitue en ce sens une avancée notable.

Mais cela ne suffit pas ! L'accumulation de révélations sur ces pratiques inacceptables n'est pas sans conséquences dans l'esprit de nos concitoyens. Elle génère un sentiment légitime d'exaspération, de résignation et pire, alimente l'idée d'une impuissance des pouvoirs publics.

Monsieur le Premier ministre, il y a urgence car il en va de notre crédibilité à tous : celle de l'Union européenne et celle de notre Assemblée, car ces agissements soustraient - uniquement pour la France - chaque année 20 milliards d'euros à l'Etat.

Au-delà du manque à gagner financier, ce sujet renvoie directement à la concurrence fiscale au sein de l'Europe, aux inégalités des citoyens devant l'impôt et à notre incapacité à réguler la mondialisation.

Pour dépasser la seule indignation collective, ces questions appellent des réponses fortes et volontaristes des gouvernements.

Monsieur le Premier ministre, dans ce contexte, que comptez-vous faire concrètement aux niveaux national et international pour lutter plus efficacement contre ce qu'il convient d'appeler les fléaux de l'évasion et de l'optimisation fiscale?

Bruno Le Maire, dans sa réponse, a indiqué que "tous les individus, toutes les entreprises qui sont concernés par les révélations des Paradise Papers feront l'objet d'un suivi attentif et de poursuites si nécessaire, si les contrôles s'avéraient positifs." Il a ajouté que ce sujet "fera l'objet d'une mobilisation totale de la part du président de la République Emmanuel Macron".

Au niveau européen, Bruno Le Maire a précisé "qu'à la demande du Premier ministre Edouard Philippe, nous avons fait une série de propositions : accroître la transparence chez les intermédiaires financiers, définir une liste européenne des Etats qui ne respectent pas leurs engagements et prévoir un régime de sanctions pour que tous les Etats qui n'apportent pas les informations nécessaires en matière d'évasion fiscale n'aient plus accès ni au programme européen, ni au financement du FMI, ni au financement de la Banque mondiale."

Enfin, le ministre de l'Economie a conclu en affirmant, qu'au niveau national, il était favorable à l'examen de la proposition de déchéance de droits civiques pour les fraudeurs fiscaux.

Hervé Berville